

« Intenable à long terme, le "ni renfort ni retrait" désamorce le débat en France »

Par Louis Gautier*

(*Le Monde*, 27 février 2010)

D'où vient que la guerre en Afghanistan, qui chahute les gouvernements en Europe et vient de provoquer l'éclatement de la coalition au pouvoir aux Pays-Bas, suscite en France un débat sans vrai clivage ni aspérité ?

On peut tenter une explication générale. Sous la V^e République, du fait des pouvoirs dévolus au chef de l'Etat et de l'appétence au consensus en matière de défense, les controverses sur la politique militaire ne dégénèrent pas en crise politique et encore moins en crise institutionnelle. Ce que confirme la façon dont se dénouèrent les querelles sur les essais nucléaires, la professionnalisation des armées ou la réintégration dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Notre pays, encore marqué par les multiples traumatismes de son passé militaire, est enclin à cet apaisement. A droite comme à gauche, les responsables politiques ont donc intériorisé un comportement qui n'interdit pas de contester les décisions de l'exécutif en matière militaire à la condition de refréner ses coups. Celui qui enfreint cette règle risque de le faire à son seul détriment.

Pourtant, cette explication, à elle seule, est insuffisante pour interpréter le faible écho que rencontre dans l'opinion la question afghane et la piètre mobilisation politique qu'elle entraîne. Par rapport aux manifestations contre la guerre du Golfe en 1990 ou les bombardements au-dessus du Kosovo en 1999, rares sont aujourd'hui les banderoles dénonçant la présence de nos soldats en Afghanistan.

Paradoxalement, l'intervention dans ce pays semble autant dépourvue du soutien de la population, comme le montrent les sondages, que de franche opposition. Plus de huit ans après l'envoi du premier contingent français à Kaboul et alors que l'OTAN, sous le commandement de laquelle nos forces sont désormais placées, mène un combat d'envergure dans l'Helmand, la France ne se perçoit pas comme tout à fait impliquée dans une confrontation dont le sens et les finalités lui échappent.

Il y a, à cela, des raisons objectives. La faiblesse de notre détachement, aujourd'hui de l'ordre de 3 800 hommes, relativise notre engagement en Afghanistan. L'évolution des missions successivement confiées à nos soldats depuis 2001 en brouille la portée. Enfin, une certaine accoutumance aux multiples opérations extérieures de notre pays depuis la fin de la guerre froide (guerre du Golfe, Somalie, Bosnie, Rwanda, Côte d'Ivoire, Kosovo, Congo, Liban, Darfour...) en estompe l'importance.

La participation de la France au conflit afghan est de surcroît confusément ressentie comme un prix à payer : notre écot à la lutte internationale contre le terrorisme, le gage de notre solidarité atlantique, un ticket d'entrée dans l'OTAN. Avec le temps, au fil d'une stratégie américaine erratique, les motifs secondaires l'ont ainsi emporté dans les esprits sur les enjeux initiaux de notre engagement, la destruction du sanctuaire d'Al-Qaïda, et sur les enjeux actuels, le risque d'enlèvement.

Certes, les conséquences de ce qui se joue en Afghanistan en termes de sécurité ne sont plus éludées maintenant, mais on attend toujours une claire exposition des objectifs politiques et stratégiques attachés à la poursuite de cette intervention. En son temps, la participation à la libération du Koweït fut justifiée par le rôle que notre pays entendait jouer dans la reconfiguration du système international d'après-guerre froide. La France a pesé sur la conduite et l'issue du conflit. Son engagement au Kosovo était lié aux responsabilités revendiquées dans la définition de la sécurité européenne. La capitulation de Milosevic, en juin 1999, a d'ailleurs été annoncée en même temps qu'étaient jetées les bases institutionnelles de la défense européenne.

S'agissant de l'Afghanistan, la France ne saurait évidemment prétendre à de telles visées. Implicitement, depuis le départ, il est de surcroît admis que l'initiative des combats et des solutions politiques ne peut être qu'américaine. Aux Européens d'en assurer l'accompagnement, par leur soutien diplomatique, un appui militaire et des coopérations civiles.

Consciente des inconvénients de cette situation, la France a ainsi consenti, comme ses alliés européens, à être peu ou prou l'otage politique du conflit mais, plus que d'autres jalouse de son libre arbitre opérationnel, elle n'a jamais accepté d'en être l'otage militaire. Il en a résulté des coups d'accordéon de notre implication, tant pour les opérations conduites sous casquette américaine dans Enduring Freedom que pour celles menées sous képi de l'OTAN dans la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS).

L'envoi puis le rapatriement des forces spéciales françaises décidés par Jacques Chirac illustrent les hésitations françaises et soulignent la crainte récurrente d'être entraîné dans une escalade militaire, notamment quand les actions américaines commencèrent à déborder dans les zones tribales du Pakistan. A la fin 2006, les forces françaises consignées à Kaboul ne faisaient guère que de la figuration.

Nicolas Sarkozy, une fois élu, a entendu redonner de la crédibilité à notre engagement afin d'influer plus fermement sur les options de la FIAS. L'accroissement du contingent français et l'acceptation d'une mission de sécurisation de la province de Kapisa, zone à risques, allaient dans ce sens. L'embuscade d'Uzbin est cependant venue rappeler la dangerosité du piège afghan, tout en mettant en évidence la faillibilité de l'OTAN. A la suite, la France a procédé au recadrage de son dispositif. Comptant d'abord sur ses propres forces, elle en a mieux assuré l'éclairage et l'autoprotection. La priorité donnée à l'"afghanisation" des opérations a ensuite été réaffirmée, d'où l'envoi récent d'instructeurs et le refus d'augmenter encore nos effectifs.

Le pouvoir, en écartant la possibilité de nouveaux renforts, et l'opposition, en ne posant jamais la question du retrait (le PS avalisa en 2009 les conclusions du rapport Glavany réfutant jusqu'à l'hypothèse d'un calendrier de retrait), ont ainsi objectivement fixé une politique de "ni renfort ni retrait" en Afghanistan. Ce qui explique que le débat en France tourne court. Sauf que cette position n'est pas tenable indéfiniment, qu'elle appelle de notre part une intensification du volet politique et des coopérations et qu'elle suppose possible, ce faisant, de parvenir à une certaine normalisation de la situation, prélude au repli futur et en bon ordre de nos troupes.

* Louis Gautier est professeur de science politique à l'université Jean-Moulin-Lyon-III, expert

des questions de défense. Dernier ouvrage paru : "La Défense de la France après la guerre froide", PUF, 2009.